

Collaborations politiques franco-allemandes pendant la deuxième guerre mondiale

Y. Durand

La collaboration est un phénomène historique inscrit dans le double contexte de la guerre et du fascisme. Engendrée par l'action internationale du fascisme, la guerre en a étendu l'influence et a placé l'ensemble des pays du continent européen sous l'hégémonie de l'Allemagne nazie. La collaboration politique avec celle-ci a pris, de ce fait, deux grands types de formes: celles d'une relation entre États - l'un dominant, les autres dominés - et celles inspirées par l'adhésion partisane à une idéologie commune. Toutefois, il existe entre les deux courants des passerelles et des points de rencontre; les relations entre ces deux grands types de collaboration ne sont pas moins significatives du phénomène que leurs différences. D'autant que beaucoup dépend de leur position par rapport au partenaire commun allemand et de l'attitude adoptée par celui-ci.

La France présente l'originalité de participer de tous les types de domination imposés au continent européen tout entier par le *Reich* nazi. Les Français vont en effet connaître: l'annexion en Alsace et Moselle; une séparation prolongée du reste du pays avec menace d'annexion dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, rattachés à l'administration militaire de Bruxelles; une occupation de type militaire dans le reste de la zone occupée, au nord de la ligne de démarcation; enfin le maintien d'une zone libre, siège d'un gouvernement offrant des grandes similitudes avec ceux des États satellites.¹

Cette complexité de situations donne l'occasion de s'exprimer à tous les types de collaboration recensés à travers l'Europe: nationaliste et conservatrice (comme dans nombre de pays d'Europe de l'Est) moderne et technocratique (comme dans les milieux industrialisés d'Europe de l'Ouest); collaboration partisane comme partout en Europe et collaboration d'État réservée aux pays satellites.

La collaboration d'État est celle menée par le maréchal Pétain et ses gouvernements successifs, de 1940 à 1944. Après avoir signé l'armistice, Pétain s'est installé à Vichy (en zone non occupée) où il a fondé l'*État Français* (nouveau régime remplaçant la troisième République) et entrepris une *Révolution Nationale*. A la fois chef de l'État et chef du gouvernement, il est secondé d'abord (comme vice-président du conseil) par Pierre Laval, dont ils se séparent en décembre 1940; puis par l'amiral Darlan, qui cède à nouveau la place à Laval, à partir d'avril 1942. Celui-ci prend alors la tête du Gouvernement mais Pétain demeure, jusqu'en août 1944, chef de l'État. Un chef de l'État auquel le nouveau régime confère des pouvoirs très étendus, de type personnel et charismatique, sur un modèle répandu dans l'Europe du temps.

Une collaboration avec les autorités d'occupation, de caractère purement administratif, est imposée par l'armistice aux agents de l'État français en territoires occupés, pour la remise en marche du pays et le maintien de

l'ordre. D'autres engagements pris par Pétain, en signant l'armistice, peuvent l'entraîner dans des actes de collaboration dépassant de beaucoup le simple aspect administratif, pour peu que la guerre continue; celui, en particulier, de s'opposer lui-même à l'action des Français qui refuseraient le cessez-le-feu passé avec les Allemands (De Gaulle par exemple).

Mais un tout autre type de collaboration est inauguré par Pétain à Montoire, lors de son entrevue avec Hitler, le 24 octobre 1940. Il en donne au pays la signification et les raisons dans son discours du 30 octobre 1940. 'C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française, une unité de dix siècles, dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen, que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration'. Les archives ont montré que le gouvernement français avait recherché, de lui-même, depuis la fin de l'été 1940, cette rencontre au sommet avec les dirigeants du *Reich* et une nouvelle définition des rapports entre les deux pays. Ces archives montrent aussi que Vichy, après Montoire, n'a jamais renoncé à cette politique de collaboration 'européenne' avec l'Allemagne nazie.²

Cependant, la manière dont le gouvernement pratique cette collaboration paraît rapidement timorée à quelques groupes activistes. Tous se disent fidèles au Maréchal, Chef de l'État français, et se réclament de 'l'esprit de Montoire'. Mais, quittant Vichy, ils se regroupent à Paris, au contact direct des occupants, et y mènent campagne en faveur d'une collaboration plus poussée. Pour se distinguer des simples *collaborateurs* de Vichy, ils se donnent à eux-mêmes le nom de *collaborationnistes*.

Le collaborationnisme s'exprime dans des journaux publiés avec l'autorisation de l'occupant et soumis à sa censure (quotidiens comme *Paris-Soir*, hebdomadaires comme *l'Illustration* ou *Je suis partout*). Tous sont, plus ou moins, stipendiés par l'occupant. *Radio-Paris*, où Jean-Herold Paquis exerce ses talents oratoires, est dans le même cas. Des groupements divers, également 'autorisés' et subventionnés, déploient parallèlement leurs activités en zone occupée (tandis qu'en zone non occupée Vichy se réserve à lui seul toute activité politique et interdit les partis). Certains de ces groupuscules se consacrent à une tâche particulière: anticommunisme, antisémitisme, antimaçonnisme (composantes par ailleurs communes à toutes les formes de collaboration). D'autres, fruits de rancoeurs ataviques d'origine ethnique, se manifestent dans certaines provinces périphériques: les mouvements séparatistes flamand et breton, réactivés par les agents du *Reich* soucieux de diviser la France pour la mieux dominer, alors qu'eux-mêmes croient trouver en Hitler leur libérateur.

Mais le collaborationnisme politique trouve surtout son expression dans les partis 'autorisés'. Un des principaux est le *Rassemblement National Populaire* (RNP), fondé par l'ancien socialiste dissident Marcel Déat, qui s'exprime en outre quotidiennement dans son journal: *l'Oeuvre*. Son plus proche concurrent est le *Parti Populaire Français* (PPF), fondé et dirigé, dès avant-guerre, par un ancien communiste devenu farouchement anticommuniste, Jacques Doriot. D'autres partis 'autorisés' viennent directement de la droite.

Ainsi, le Francisme de Marcel Bucard, idéologiquement et financièrement lié au fascisme de Mussolini dans les années trente; le *Mouvement Social Révolutionnaire* (MSR) de Deloncle, issu de l'extrême-droite putschiste.

Ce n'est pas le nombre (tres faible) de leurs adhérents, ni leur capacité à prendre en charge le gouvernement de la France, qui donne quelque importance à ces divers partis et groupements activistes de Paris. D'autant qu'ils s'avèrent tout à fait incapables de s'unir entre eux. Et, à la différence de ce qui se passe dans d'autres pays - la Belgique, par exemple ou les Pays-Bas - ils ne sont même pas assez forts pour noyauter (sauf à l'extrême fin de l'occupation) une administration peuplée de fonctionnaires attirés, attachés au professionnalisme du service public, et massivement fidèles au gouvernement en place à Vichy. Seule joue un rôle la propagande qu'ils diffusent grâce aux moyens fournis par leurs protecteurs allemands, auxquels leur critique constante du gouvernement de Vichy donne l'occasion d'aiguillonner celui-ci, en lui faisant craindre sa relève par plus collaborateur que lui.

Ces deux attitudes, à la fois proches et distinctes, de collaboration obéissent à des motivations différentes. *Les collaborationnistes* se placent aux côtés des occupants nazis par adhésion à l'idéologie fasciste. Ils prônent avec l'Allemagne, pour le temps de guerre, une alliance complète (militaire, économique et politique); et, pour l'avenir, l'intégration étroite d'une France convertie par leurs soins au fascisme dans une Europe fascisée. Ils prétendent, en effet, transformer aussi bien la vie intérieure de la France que ses relations avec l'Allemagne et sa place sur le continent unifié sous sa tutelle. Leur action se situe dans le cadre d'un combat international fasciste, où le nationalisme le plus extrême se combine avec le révolutionnarisme (comme dans le fascisme italien ou allemand des origines).

Ceux qui viennent de l'extrême-droite nationaliste rêvent de 'révolution conservatrice': Deloncle et son MRSR, héritiers de *la Cagoule* (une officine terroriste de lutte contre le Front populaire de la fin des années trente); les Francistes de Marcel Bucard, imitateurs directs des *Faisceaux de combat*. Dans la même lignée ultra-conservatrice se situera, plus tard, *la Milice* de Joseph Darnand, élite activiste issue de la *Legion des anciens combattants* (mouvement de masse avorté dont Vichy avait cru faire, en quelque sorte, son 'parti unique').

Autres nationalismes collaborationnistes, mais ceux-là anti-Français, ceux des séparatistes. Ils rêvent de 'libération', grâce à la victoire de l'Allemagne nazie - qui ne tend pourtant qu'à l'hégémonie complète sur tous les peuples d'Europe. Tel est le cas du *Mouvement National Breton*, minorité agissante mûe par le sentiment que l'identité bretonne est opprimée par le pouvoir centralisateur français. Ses militants mènent une campagne active au lendemain de la défaite française, sous la protection des occupants.³ L'insuccès est total et l'appui allemand cesse, lorsque la collaboration franco-allemande d'État à État semble aller de l'avant, au printemps 1941. On n'en a pas moins là un petit exemplaire de cette collaboration à base nationaliste, ultra conservatrice, appuyée sur quelques activistes des milieux aristocratiques ou cléri-

caux, comme on en voit fleurir plutôt en Europe centrale et orientale. L'aspect raciste, traditionnaliste et clérical est encore plus marqué dans les Flandres françaises où le mouvement flamingant de l'abbé Gantois, croit son heure venue avec la défaite de la France. Son rêve d'*État Thiois*, dans lequel Flamands de France, de Belgique et des Pays-Bas seraient réunis, lui paraît enfin réalisable, avec l'arrivée des 'libérateurs' nazis!

A Paris, les transfuges des mouvements ouvriers de gauche (syndicalistes, socialistes et communistes) Doriot et Déat, rêvent de révolution du prolétariat et des classes moyennes, sur le modèle de celles qu'ils croient mise en oeuvre à la fois contre le bolchevisme et le grand capital, en Allemagne et en Italie.⁴ Nullement découragés par le recrutement squelettique de leurs partis, ils en appellent toujours à une action de masse; sans négliger l'appui qu'une révolution 'organisatrice' de la société et de l'économie - intégrant progrès technique et hiérarchie fondée sur les capacités devrait trouver auprès des technocrates. Peu en prise avec le réel, certains de ces 'révolutionnaires' se considèrent comme des ferments de fascisation européenne plus dynamiques que les nazis eux-mêmes. A l'instar d'un Van Tonningen en Hollande (persuadé que les 'Germaines' des Pays-Bas seront, dans l'Europe nazifiée, de meilleurs dirigeants aryens que les Allemands eux-mêmes), Déat, Benoist-Méchin, croient que leur militantisme fasciste pourrait aider Hitler à se débarasser complètement des anciennes forces conservatrices, toujours présentes au pouvoir en Allemagne - comme ils le découvrent en fréquentant les diverses instances occupantes - et naturellement encore plus à Vichy.⁵

Les dirigeants de Vichy ne confondent pas les intérêts de la France avec ceux de l'Allemagne, encore moins avec ceux du fascisme. Pétain et la plupart des gens qui l'entourent sont issus des milieux dirigeants traditionnels et s'appuient sur des forces conservatrices de l'ordre social établi. Leur politique de collaboration ne relève pas d'un engagement doctrinal. Ils acceptent, en revanche, l'entente avec le *Reich* nazi, dans le cadre de ce qu'on pourrait appeler une 'constellation fasciste'⁶: alliance entre États fascistes d'un côté et dirigeants traditionalistes des États satellites de l'autre (Horthy en Hongrie, Tiso en Slovaquie, Antonescu en Roumanie, Néditch en Serbie, Tsolakoglou en Grèce, etc).

Ils le font à partir d'une analyse erronée de la situation et des intentions de l'occupant, dont les conséquences se révèlent vite mortelles pour l'unité du pays et pour leur propre souveraineté: deux notions sur lesquelles ils bâtissent, à la fois, une grande illusion et les fondements de leur politique. Après avoir cru définitive la victoire allemande de juin 1940 et signé l'armistice dans l'illusion que la guerre et donc l'occupation seraient courtes, ils ont dû adapter leur attitude à la prolongation du conflit, sans mettre pour autant en doute la victoire finale allemande.

Dans son discours du 30 octobre 1940 cité plus haut, Pétain donne une des clés essentielles de son choix de collaborer: sauvegarder l'unité française, menacée par la division du pays en zones et la séparations des Français entre celles-ci, les camps de prisonniers où règne le bon vouloir des Allemands, et

les territoires d'outre-mer menacés par la dissidence gaulliste. Pour préserver cette unité, Vichy veut que sa souveraineté soit reconnue sur tout le territoire national et sur tous les Français. Cette reconnaissance dépend essentiellement des Allemands (maîtres des trois quarts du territoire métropolitain et détenus d'un million et demi de prisonniers) et collaborer a paru à Vichy la démarche nécessaire pour l'obtenir. Pour ce faire, il lui fallait sortir de l'armistice, engager avec les dirigeants allemands des négociations nouvelles pour de nouveaux rapports d'État à État.

Vichy aurait voulu que s'établissent, entre la France et l'Allemagne réconciliées, des relations entre partenaires et non plus de vainqueur à vaincu; il espérait obtenir quelque atténuation des contraintes imposées par l'armistice. Mais, compte tenu de la supériorité reconnue du *Reich* nazi, une telle démarche ne pouvait que s'accompagner de propositions d'alignement sur sa politique et de satisfaction de ses intérêts. Ainsi, tout au long de l'occupation, la défense de sa souveraineté consista-t-elle, pour Vichy, à prendre en compte les exigences allemandes; à s'y associer, en tant que gouvernement, en offrant les services de son administration pour la mise en oeuvre des décisions allemandes appliquées en France (y compris l'arrestation des juifs); voire à substituer aux décisions allemandes sa propre législation. Ainsi, en 1942, au lieu de laisser aux seuls occupants le soin d'imposer aux Français les réquisitions de main d'oeuvre exigées par Sauckel, Vichy négocie, offre de recruter lui-même des ouvriers pour l'Allemagne et de les échanger contre des prisonniers; puis il impose lui-même, par une loi française, le service du travail obligatoire afin de fournir au *Reich* les ouvriers qu'il réclame.⁷ Démarche aberrante, où l'on voit Vichy se précipiter au-devant des demandes allemandes, pour que toute mesure concernant des Français, paraisse prise avec son accord, conforme à ses lois, et non par simple décision de l'occupant.

Les dirigeants de Vichy ont cru défendre les intérêts de la France en les associant par négociation à ceux du *Reich* victorieux et organisateur de la nouvelle Europe, alors que ni les projets réels de leur partenaire allemand, ni l'issue de la guerre ne justifiaient en rien cette illusion.

La collaboration d'État repose également sur un certain nombre de convergences avec les objectifs nazis. A Vichy aussi on parle de 'Révolution nationale'. Pétain et les hommes de son entourage ne rejettent pas absolument le modèle allemand ou italien, ne serait-ce que pour attirer sur la France les bonnes grâces des vainqueurs fasciste et nazi (leur préférence va plutôt au modèle franquiste ou salazarrien). Vichy a voulu supprimer radicalement la démocratie; il a manifesté un antisémitisme qui dépasse celui de certains collaborationnistes.⁸ L'anticommunisme est un point de convergence fondamental entre eux, ainsi qu'avec les dirigeants de l'Allemagne nazie. Laval déclare, le 22 juin 1942 en annonçant l'envoi de travailleurs français en Allemagne au titre de la *Relève*: 'Je souhaite la victoire de l'Allemagne, parce que, sans elle, le bolchevisme demain s'installerait partout.' Et Pétain a approuvé son discours.

Même lorsque la victoire allemande paraîtra plus douteuse - après le débarquement en Afrique du Nord et Stalingrad - Vichy persistera dans l'illusion que la guerre se terminera par un compromis entre les Américains et une Allemagne affaiblie mais toujours maîtresse du continent. L'entrée de la France dans un ensemble continental dominé par l'Allemagne, protégé du danger bolchevique, mais aussi d'une tutelle britannique mal supportée avant la guerre, ne leur déplaisait pas, surtout si l'influence américaine venait quelque peu balancer la toute puissance actuelle du *Reich*. Les rancœurs à l'égard de l'ancien allié britannique ne sont pas sans influence sur l'appréciation erronée portée par les gens de Vichy sur la situation née de la défaite de 1940 et sur leur acceptation du 'nouvel ordre européen' nazi. Même l'anti-américanisme a eu quelques adeptes - marginaux - à Vichy: par exemple Jacques Benoist-Méchin, secrétaire d'État chargé des relations politiques franco-allemandes en 1941-1942.⁹ Mais faut-il le classer parmi les collaborateurs ou les collaborationnistes?

En réalité, des hommes représentent, au sein même du gouvernement de Vichy, le collaborationnisme, ou, en tout cas, s'activent, autant que lui, à la promotion d'une alliance étroite entre la France et le *Reich* nazi. Certains sont des transfuges du PPF d'avant-guerre, comme le préposé à la propagande Paul Marion. Quelques-uns de ses collègues et amis, de formation plus scientifique et technique, responsables des secteurs économiques du régime de Vichy (Barnaud, Bichelonne, Pucheu, Lehideux) ne poussent pas moins à l'intégration de la France dans la nouvelle Europe continentale, organisée en *Grossraumwirtschaft* et dominée par le *Reich*.¹⁰

De leur côté, les collaborationnistes de Paris ne cessent de se réclamer de Pétain et de son engagement proclamé en faveur de la collaboration depuis Montoire, tout en critiquant son gouvernement. Des partisans du Maréchal et des collaborationnistes se retrouvent dans quelques organismes au contact entre les deux courants. Tel est le cas du *Groupe collaboration*. Ce mouvement formé pour servir la propagande en faveur de l'entente avec l'Allemagne nazie cherche à toucher la bonne société, où se recrutent aussi les notables qui composent l'assise principale du pétainisme. Quelques personnages éminents l'animent: le recteur de l'Institut catholique de Paris Mgr. Beaudrillart, le savant Georges Claude, l'écrivain Alphonse de Chateaubriant, mais aussi le 'Délégué' de Vichy à Paris, Fernand de Brinon.¹¹

Le même De Brinon participe, aux côtés de tous les chefs de partis collaborationnistes de Paris, au lancement de la *Légion des volontaires français contre le bolchevisme*, en juillet 1941. Pétain et le gouvernement de Vichy sont hors du circuit fondateur de cette phalange collaborationniste guerrière, incorporée dans l'armée allemande. Mais Pétain lui adresse publiquement ses vœux et félicite ses membres comme 'des Français numéro un'. La *Milice*, mouvement activiste d'esprit collaborationniste, créée en 1943 par Darnand, sera intégrée au régime en janvier 1944 comme police supplétive et Darnand lui-même nommé secrétaire d'État au maintien de l'ordre.

Il faut tenir compte, en effet, des évolutions. A Vichy, le pouvoir est longtemps resté aux mains des forces traditionalistes et le collaborationnisme tenu à l'écart ou marginalisé, comme dans les autres États satellites de la

'constellation fasciste européenne'. (Croix fléchées et régime Horthy en Hongrie; Garde de fer et dictature d'Antonescu en Roumanie, Garde de Hlinka au sein du gouvernement Tiso en Slovaquie). Mais il y a eu, sous la pression de l'évolution de la guerre, des exigences allemandes, de l'hostilité croissante de la majorité des Français et de l'isolement consécutif du régime une fascisation de Vichy.

Même, et surtout, avant cette fascisation ultime du régime, la collaboration d'État conduite par le maréchal Pétain sert mieux Hitler et l'Allemagne nazie que n'importe quelle entreprise collaborationniste. L'influence du collaborationnisme est marginale: moins de 1% de la population française a adhéré aux partis de collaboration.¹² Rejetés par l'opinion, ils ne feraient, s'ils étaient choisis comme relais par l'occupant, que dresser encore davantage contre lui des populations déjà quasi unanimement hostiles (comme le confirment tous les rapports des préfets, de 1940 à 1944). Au contraire, l'aura personnelle du maréchal Pétain lui confère une large audience auprès d'un nombre élevé de Français. Ils font de lui et de son régime - dès lors qu'ils sont prêts à collaborer - les plus aptes à jouer le rôle de tampon entre occupant et occupés. Les exigences allemandes, en passant par eux, sont plus facilement acceptées. Le choc en est amorti et l'exploitation du pays facilitée. Vichy, tant qu'il garde une certaine audience, anesthésie les Français.

Aussi Hitler tient-il à garder jusqu'au bout Pétain au pouvoir à Vichy, plutôt que de le remplacer par quelque Quisling français;¹³ et Pétain accepte de jouer ce jeu, sans voir le piège où il est tombé, jusqu'au départ des occupants, qui l'emmènent avec eux, en août 1944. Partout d'ailleurs, Hitler a fait, autant qu'il l'a pu, le même choix: d'Antonescu contre les gardes de fer, de Horthy contre les croix fléchées; même en Norvège, plus d'une année s'écoule avant que Quisling ne soit admis à la tête d'un gouvernement. Partout, à Vichy comme ailleurs, malgré une moindre proximité de principe avec le régime nazi, la collaboration d'État a mieux servi l'Allemagne nazie que le collaborationnisme.

Notes

1. Le statut diversifié de la France résulte de la défaite de 1940 et de l'armistice signé, le 22 juin, par le gouvernement Pétain.
2. Voir les ouvrages de E. Jäckel et R. Paxton, cités en bibliographie.
3. Les séparatistes bretons menent campagne jusque dans les camps de prisonniers en Allemagne, avec la bénédiction de la *Wehrmacht*, pour recruter de nouveaux adeptes auxquels sont promis une libération immédiate et le retour au pays, après un regroupement dans un camp unique de Bretons (stalag IXB). Sur le mouvement flamand: Etienne Dejonghe, 'Un mouvement séparatiste sous l'occupation: le Vlaamsch Verbond van Frankrijk', *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-février 1970 et *Revue du Nord*, n° 2 hors série, 1987/88 (article d'Eric Defoort, tome 2, p 515-522).

Y. Durand

4. Le PPF a un recrutement plus populaire et plus jeune que le RNP, qui fait surtout des adeptes dans les classes moyennes, mais le PPF a aussi bénéficié, avant 1939, d'appuis dans les milieux d'affaires en lutte contre le Front populaire.
5. Sont très significatifs à cet égard, les *Mémoires politiques* de Déat (Paris 1989) ou le journal de Benoist-Méhin, intitulé: *De la défaite au désastre*, 2 volumes (Paris 1984).
6. Expression employée par Joachim Fest, dans sa biographie de Hitler, pour caractériser l'alliance entre forces traditionnelles et parti nazi en Allemagne.
7. En échange de l'envoi par la France en Allemagne des ouvriers réclamés par Sauckel, Laval négocie avec lui, en juin 1942, le retour de quelques prisonniers de guerre (à raison de un prisonnier pour trois ouvriers spécialisés). L'opération, baptisée *Relève*, fait appel au volontariat. Celui-ci étant trop rare, Vichy recourt à l'obligation du travail, imposée par des lois de septembre 1942 et février 1943.
8. Vichy établit, de lui-même, un *statut des juifs*; sa police participe à l'arrestation des juifs destinés aux camps d'extermination.
9. Voir son journal, op. cité.
10. Des projets de regroupements économiques 'européens' sont proposés à Berlin par les responsables de Vichy: par exemple, pour la construction automobile, par le ministre Lehieux, ancien dirigeant des usines Renault qui, par ailleurs, contribuent activement à la production de guerre du *Reich*.
11. La singulière position de Vichy fait qu'il y a, à Paris, un 'ambassadeur' auprès du représentant diplomatique du *Reich* dans la capitale française occupée, Otto Abetz; De Brinon occupe ce poste de décembre 1940 à août 1944.
12. Chiffre établi par une enquête du Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale. L'influence réelle du collaborationnisme ne dépasse pas ce 1%.
13. Contrairement à ce qu'on a dit parfois, Laval est un politicien classique, bien plus proche de Pétain que de Quisling; son attitude pourrait, dans une certaine mesure, se comparer à celle du ministre danois Scavenius; mais lui n'a jamais démissionné avant 1944, comme l'a fait Scavenius en 1943.

Bibliographie

Principaux ouvrages en Français

Sur le collaborationnisme:

- Philippe Burrin, *La dérive fasciste: Doriot, Déat, Bergery* (Paris 1986).
- Jean-Paul Brunet, *Doriot* (Paris 1986).

Collaborations franco-allemande

- Michèle Cotta, *La collaboration* (Paris 1964).
- Jacques Delperrie de Bayac, *Histoire de la Milice* (Paris 1969).
- Claude Levy, *Les Nouveaux Temps et l'idéologie de la collaboration* (Paris 1974).
- Pascal Ory, *Les collaborateurs* (Paris 1976).

Sur Vichy et à collaboration d'État:

- Jean-Baptiste Duroselle, *L'abîme* (Paris 1982).
- Eberhard Jackal, *La France dans l'Europe de Hitler* (Paris 1968).
- Robert Paxton, *La France de Vichy* (Paris 1972).

Sur la France en général pendant la guerre:

- Jean-Pierre Azema, *De Munich à la Libération (1938-1944)*, tome 14 de la Nouvelle Histoire de la France contemporaine (Paris 1979).
- Yves Durand, *La France dans la deuxième guerre mondiale 1939-1945* (Paris 1989).

Pour une approche comparative:

- Yves Durand, *Le Nouvel ordre européen nazi (1938-1945)* (Bruxelles 1990).
- Henri Rousso, *La collaboration* (Paris 1987).